

***MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX***

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

**Lot 1 - Désamiantage**

**Maître d'ouvrage :**

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE EN AGRICULTURE, ALIMENTATION  
ET ENVIRONNEMENT**

**RENOVATION DE LA SALLE DE CONFERENCE  
Centre de Dijon Bourgogne – Franche-Comté**

Centre de Recherches de DIJON Bourgogne Franche-Comté  
17 rue Sully - BP 86510  
21 065 DIJON CEDEX

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1.	Objet du marché .....	4
1.2.	Contraintes particulières.....	4
1.3.	Tranches et lots .....	4
1.3.1.	Tranches .....	4
1.3.2.	Allotissement .....	4
1.3.3.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
1.4.	Durée du marché .....	5
1.5.	Maîtrise d'œuvre .....	5
1.6.	Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.).....	5
1.7.	Contrôle technique .....	5
1.8.	Coordination Sécurité.....	5
1.9.	Assurance .....	5
1.10.	Lutte contre le travail dissimulé .....	6
2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	6
3.	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES .....	6
3.1.	Répartition des paiements.....	6
3.2.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie .....	6
3.2.1.	Modalités d'établissement des prix .....	6
3.2.2.	Nature du prix .....	7
3.2.3.	Contenu des prix .....	7
3.3.	Variation dans les prix.....	7
3.3.1.	Type de variation des prix : .....	7
3.3.2.	Application de la taxe à la valeur ajoutée : .....	7
3.4.	Paiement des sous-traitants .....	7
3.4.1.	Désignation de sous-traitants en cours de marché : .....	7
3.4.2.	Modalités de paiement direct : .....	8
4.	Modalités et délais de règlement .....	8
4.1.	Modalités de transmission .....	8
4.2.	Délai de paiement .....	8
5.	Modification du marché public .....	9
6.	Réalisation de prestations similaires.....	9
7.	Clauses de réexamen .....	9
7.1.	Clause de substitution de matériaux ou de fournitures.....	10
7.2.	Clause de suspension des délais et pénalités .....	10
8.	DELAÏ D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES .....	11
8.1.	Délai d'exécution des travaux.....	11
8.2.	Prolongation des délais d'exécution .....	11
8.3.	Pénalités et retenues pour retard .....	11
8.3.1.	Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution.....	12
8.3.2.	Retard sur le délai d'exécution.....	12
8.3.3.	Absences au rendez-vous de chantier .....	12
8.3.4.	Dépôt de déchets ou gravois .....	12
8.3.5.	Retard dans la levée des réserves.....	12
8.4.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	12
8.5.	Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution .....	13
9.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	13
9.1.	Retenue de garantie.....	13
9.2.	Avance.....	13
10.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....	14
10.1.	Provenance des matériaux et produits .....	14
10.2.	Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits.....	14
11.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	14
11.1.	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	14
11.2.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	14

11.2.1.	Installation de chantier.....	14
11.2.2.	Emplacements mis à disposition pour déblais : .....	15
11.2.3.	Hygiène et sécurité :.....	15
11.2.4.	Signalisation des chantiers : .....	15
11.2.5.	Tenue du chantier.....	15
11.2.6.	Restrictions des communications .....	16
11.3.	Respect de l'environnement.....	16
12.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	16
12.1.	Essais et contrôles des ouvrages.....	16
12.2.	Réception et délai de garantie .....	17
12.3.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	17
12.4.	Prolongation de la GPA .....	17
12.5.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	17
12.6.	Documents fournis après exécution .....	17
13.	Résiliation .....	18
13.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	18
13.2.	Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	18
13.3.	Exécution de la prestation aux frais et aux risques.....	18
14.	Reglement des litiges .....	18
15.	Protection des donnees.....	19
16.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

# 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1. *Objet du marché*

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs aux travaux suivants :

### RENOVATION DE LA SALLE DE CONFERENCE

#### Lot 1 Désamiantage

Sur le site de du Centre INRAE de Bourgogne- Franche-Comté  
17 rue Sully – BP 85610 – 21065 Dijon Cedex

La conduite d'opération sera assurée par le service Travaux de l'INRAE BFC – 17 rue de Sully - BP 86510 - 21065 Dijon Cedex - [travaux-dijon@inrae.fr](mailto:travaux-dijon@inrae.fr) . Téléphone accueil : 03 80 69 30 00

## 1.2. *Contraintes particulières*

Les travaux se réaliseront en site occupé.

L'entreprise devra s'adapter aux contraintes d'un site occupé.

Le titulaire, son personnel, ses sous-traitants ne peuvent être admis à pénétrer et circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de pass, qui leurs seront délivrés sur demande.

Tous les salariés devront être pourvus de cartes d'identification professionnelle BTP.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot 1.

Le marché peut être passé par un entrepreneur unique, un groupement solidaire. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

## 1.3. *Tranches et lots*

### 1.3.1. Tranches

Les travaux sont divisés en une seule tranche :

### 1.3.2. Allotissement

Les travaux sont répartis en 7 lots désignés ci-dessous et traités par marchés séparés :

Lots	Désignation des lots
1	Désamiantage
2	Etanchéité
3	CVC
4	Faux-plafonds
5	Revêtements sols et murs
6	Electricité
7	Visioconférence

Seul le lot 1 fait l'objet de la présente consultation.

Les lots 2 à 7 feront l'objet d'une consultation ultérieure (1<sup>er</sup> trimestre 2024).

### 1.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Elles sont listées dans le CCTP et sont mentionnées dans la DPCGF.  
Leur chiffrage est obligatoire.

### 1.4. *Durée du marché*

La date d'entrée en vigueur est celle de sa notification.

Le délai d'exécution des travaux sera précisé dans l'acte d'engagement et commencera à courir à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Il est rappelé que pendant le délai de garantie de parfait achèvement, les entreprises sont tenues d'effectuer à leurs frais et charges les reprises ou travaux nécessaires au parfait achèvement.

Le présent marché ne fera pas l'objet de reconduction.

### 1.5. *Maîtrise d'œuvre*

La maîtrise d'œuvre est assurée par INRAE

### 1.6. *Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)*

La mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier sera assurée par INRAE.

### 1.7. *Contrôle technique*

Sans objet

### 1.8. *Coordination Sécurité*

La coordination et sécurité du chantier sera assurée par BOURGOGNE SPS – M. Jean-Jacques Nicot – 1 rue Edouard Herriot 21300 Chenôve.

Un plan de prévention sera réalisé avant le démarrage des travaux.

### 1.9. *Assurance*

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Conformément à l'article 8.1.3 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

### **1.10. Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle.

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ Acte d'engagement (AE)
- ✓ Décomposition des Prix Globale forfaitaire (DPGF)
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ✓ Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ✓ Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), approuvé par arrêté du 31 mars 2021 et modifié par arrêté du 30 septembre 2021.
- ✓ Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil
- ✓ Le mémoire technique de l'entrepreneur pour ses dispositions ne remettant pas en cause le dossier de consultation, y compris le planning d'exécution
- ✓ Le plan général de coordination
- ✓ Plan de l'existant (pdf, .dwg)
- ✓ Plan masse du centre (.pdf,.dwg)
- ✓ Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante
- ✓ DTA

## **3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

### **3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie**

#### **3.2.1. Modalités d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

### 3.2.2. Nature du prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et repris dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).  
Les prix sont libellés en euros (€) et sont réputés complets.

### 3.2.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et établis en euros et en complément de l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, ils tiennent compte des dépenses de fonctionnement de chantier.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux.

En cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

## **3.3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 3.3.1. Type de variation des prix :

Les prix sont fermes.

### 3.3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

## **3.4. Paiement des sous-traitants**

### 3.4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acceptation d'un sous-traitant direct et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant, ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance et le sous-traitant concerné ; si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Ceux-ci devront présenter toutes les garanties financières et attestations prévues aux articles du Code de la commande publique.

Les sous-traitants devront satisfaire aux exigences de capacité, d'effectif et être en mesure de justifier de références en rapport avec l'importance et la complexité du projet. Ils devront être présentés à l'acceptation du maître d'ouvrage et leurs conditions de paiement agréées.

L'acte spécial indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code de la commande publique.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant,
- que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le coordonnateur de sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du PPSPS.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 11.4 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

#### 3.4.2. Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## 4. MODALITES ET DELAIS DE REGLEMENT

### 4.1. *Modalités de transmission*

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique.

Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

### 4.2. *Délai de paiement*

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'œuvre.



En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

## **5. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC**

Pendant l'exécution du marché et en application des articles L.2194-1 à L.2194-3 et des articles R.2194-1 à R.2194-10 du CCP, le marché est susceptible d'être modifié.

Une demande de modification peut résulter :

- d'une modification sur des prestations prises en compte,
- de nouvelles prestations imprévisibles à intégrer,
- d'une détection d'anomalies dans un dossier de spécifications,
- d'une cession de marché public.

Le titulaire devra répondre à toute demande de modification et fournir à la maîtrise d'œuvre une analyse et une estimation de cette demande en termes de charges et de délais. L'analyse sera accompagnée d'une évaluation de l'impact de la modification sur ce qui est déjà réalisé et des incidences sur les autres éléments.

Si les travaux modificatifs sont assimilables à des prestations du marché, ils seront estimés à partir des prix du DPGF. Si les travaux sont de nouvelles prestations au marché, les prix seront estimés sur la base des prix du mois de la remise des offres (initiale ou négociée) et devront être accompagnés d'éléments quantitatifs permettant une comparaison en termes de délai et de coût.

Suite à la réception de cette demande de modification circonstanciée, le maître d'œuvre aura la possibilité d'accepter, d'abandonner ou de reporter la modification. Une demande acceptée fera l'objet d'un projet modificatif du marché établi par le maître d'œuvre qui la transmettra au maître d'ouvrage, avec la demande du titulaire.

L'accord du maître d'ouvrage sera matérialisé par un avenant.

En cas de modifications internes à l'entreprise titulaire du marché, les modifications seront effectives, après transmission des justificatifs et après silence gardé par le maître d'ouvrage au-delà de 7 jours, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes

- changement de dénomination sociale de l'entreprise,
- changement de coordonnées bancaires de l'entreprise,
- changement d'adresse et de SIRET.

## **6. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **7. CLAUSES DE REEXAMEN**

Conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, pourront être dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence, sans considération pour leur montant, les modifications du marché suivantes :

### **7.1. Clause de substitution de matériaux ou de fournitures**

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fournitures) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire transmet à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima

- les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires (parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels),
- le ou les matériaux de substitution proposés,
- la conformité du ou des matériaux proposés avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériaux de substitution.

Le maître d'œuvre établira alors un projet d'acte de substitution de matériaux ou de fournitures qu'il adressera au maître d'ouvrage.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze jours pour notifier sa décision au titulaire.

Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériaux ou fournitures proposés, le maître d'ouvrage précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux. Par dérogation à cette stipulation, les prix provisoires sont notifiés par ordre de service dans les quinze jours qui suivent la décision du maître d'ouvrage.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du maître d'ouvrage s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

### **7.2. Clause de suspension des délais et pénalités**

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique le maître d'ouvrage pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du maître d'ouvrage.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel.

A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire.

Le ou les délais ainsi prolongés ont les mêmes effets que les délais contractuels. Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire.

A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du maître d'ouvrage s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais contractuels sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

## **8. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **8.1. *Délai d'exécution des travaux***

Le délai d'exécution est fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux comprend

- les intempéries dans les limites fixées à l'article 8.2 du CCAP,
- le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux mis à la disposition des entreprises.

### **8.2. *Prolongation des délais d'exécution***

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au mandataire du groupement par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué au marché.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour l'application de cet article est fixé à 15 (quinze) jours ouvrés.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si le marché prévoit la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au mandataire du groupement par un ordre de service récapitulant les constatations faites.

Concernant les phénomènes atmosphériques, seuls les bulletins de la station météo de Dijon seront pris en compte.

Il est toutefois précisé que l'acceptation de l'arrêt pour intempéries par le maître d'ouvrage est liée à la spécificité des travaux de l'entreprise, de sa localisation sur le site, des éventuelles conditions d'abri et de protection, etc. permettant de juger de l'opportunité d'un arrêt de travail.

### **8.3. *Pénalités et retenues pour retard***

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du marché.

Les pénalités se cumulent et ne sont pas plafonnées.

A titre de provision, les pénalités prévues suivantes seront systématiquement appliquées sur le décompte mensuel suivant le constat.

#### Notification des défaillances :

En cas de défaillance constatée dans quelque domaine que ce soit, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage notifiera les défaillances constatées et les pénalités correspondantes par tous moyens à sa disposition à savoir courrier simple ou recommandé avec AR, courrier électronique et par voie de compte rendu de chantier. La date du constat emportera date de début de comptabilité des pénalités. Sans qu'un moyen ne l'emporte sur un autre.

#### Constat :

Les infractions pourront être constatées par le maître d'œuvre et ses divers représentants, l'OPC, le maître d'ouvrage et ses divers représentants.

Elles pourront être constatées une fois par jour pour un même sujet. En conséquence, toute infraction non levée portant sur un même sujet peut faire l'objet de pénalités successives.

##### 8.3.1. Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution

Les pénalités encourues pour retard dans la transmission des documents du dossier d'exécution sont égales à **50 euros** par jour calendaire.

##### 8.3.2. Retard sur le délai d'exécution

***Le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution tel que fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement sous peine d'encourir une pénalité journalière.***

Sur le simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire.

**La pénalité est fixée à 100 euros par jour calendaire, assorti d'un montant minimum de 500 euros.**

##### 8.3.3. Absences au rendez-vous de chantier

⇒ **50 euros** pour une absence non excusée 24 H avant le rendez-vous de chantier.

##### 8.3.4. Dépôt de déchets ou gravois

En cas de constat de dépôt de déchets ou gravois issus des interventions du titulaire dans les bennes d'évacuation mises à disposition par INRAE sur ses différents sites, INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de dépôt.

##### 8.3.5. Retard dans la levée des réserves

En cas de retard dans la levée des réserves émises lors de la réception ou pendant la période de garantie de parfait achèvement, INRAE se réserve le droit d'appliquer une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de retard par rapport à la date butoir d'exécution.

#### **8.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Quinze (15) jours avant la date de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice, d'une pénalité journalière définie à l'article 8.3.2.

### **8.5. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

A la fin des travaux dans le délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de la décision de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre :

- le Projet de Décompte sur chorus Pro

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le ou les entrepreneurs, une retenue égale à **50 euros par jour de retard** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

## **9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **9.1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5% est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements dans les conditions prévues aux articles du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, dans les conditions prévues au Code de la commande publique et peut intervenir pendant toute la durée du marché. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues au Code de la commande publique.

### **9.2. Avance**

Selon l'article R.2191-3, du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance pour les marchés d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée supérieure à deux mois.

Selon l'option B, définie dans l'article 10.1 du CCAG-travaux 2021, le taux d'avance appliqué est de 10% pour les PME et de 5% pour les autres entreprises.

Les modalités de remboursement des avances s'effectuent suivant les articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 modifiés du Code de la Commande Publique :

- le remboursement commence, pour les avances < ou = à 30 % du montant TTC du marché, lorsque les prestations exécutées atteignent 65% du montant TTC du marché ;
- mais le remboursement commence, pour les avances > à 30 % du montant TTC du marché, dès la première demande de paiement ;
- le remboursement doit être terminé, pour les avances < à 80 % du montant TTC du marché, lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché et il en va de même pour les tranches optionnelles par rapport au montant de la tranche affermie ;
- mais le remboursement doit être terminé, pour les avances > à 80 % du montant TTC du marché, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant de l'avance

accordée et il en va de même pour les tranches optionnelles et pour les accords-cadres à bon de commande ou avec un montant minimum du marché.

Le souhait de bénéficier ou non de l'avance sera formulé dans l'acte d'engagement par le candidat.

## **10. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **10.1. Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **10.2. Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et des C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG-Travaux, tous les frais occasionnés par des essais supplémentaires seront à la charge de l'entreprise tant que le résultat n'est pas satisfaisant.

## **11. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **11.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation de 2 semaines.

Cette période est incluse dans le délai d'exécution, qui court à compter de la date précisée dans l'ordre de service qui en prescrit le démarrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- Établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux, corps d'état par corps d'état ;
- Établissement et présentation au maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires). Le plan relatif aux installations de chantier comprend au minimum les informations mentionnées ci-après ;
- Établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention d'éventuelles autorisations d'accès pour le personnel ;

### **11.2. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

#### **11.2.1. Installation de chantier**

Les dispositions relatives aux installations de chantier sont précisées dans le CCTP.

#### 11.2.2. Emplacements mis à disposition pour déblais :

Le CCTP définit les emplacements nécessaires qui pourront être mis à la disposition du titulaire, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

#### 11.2.3. Hygiène et sécurité :

Il est rappelé aux entreprises l'obligation du respect des dispositions suivantes :

- Mise en place des principes généraux par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction, conformément aux lois et décrets ci-après :

- \* La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée sur les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- \* Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les mesures particulières ci-après sont à prendre par l'entrepreneur :

- installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP)
- remise par l'entrepreneur à la réception des ouvrages :
  - du D.O.E. (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation). Ces dossiers seront remis à INRAE.

#### 11.2.4. Signalisation des chantiers :

Le chantier devra être protégé pendant toute la durée des travaux.

#### 11.2.5. Tenue du chantier

##### **Nettoyage du chantier**

L'entrepreneur doit :

- Laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Nettoyer de façon journalière au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux.
- Évacuer les déchets et gravois liés à ses interventions dans le respect de la réglementation concernant l'environnement, avec en particulier les obligations de traçabilité imposées (cas notamment des DEEE).

- Évacuer les déchets et gravais liés à ses interventions dans le respect de la réglementation
  - \* En cas de non-respect par l'entrepreneur des consignes de nettoyage, INRAE se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais de l'entrepreneur.
- Réparer et remettre en état les installations qu'il aura détériorées

Le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation matérielle et énergétique des déchets, réemploi, recyclage, concassage pour les déchets inertes ou toute autre valorisation, ainsi que l'organisation du transport des déchets avec sa limitation en distance et en volume.

***Il est formellement interdit de mettre des déchets et gravais issus des interventions du titulaire dans les bennes d'évacuation mises à disposition par INRAE sur ses différents sites, sous peine d'application d'une pénalité de 100 €, si la situation est constatée.***

### **Tri sélectif des déchets**

Les entrepreneurs sont tenus de respecter les prescriptions relatives à la gestion des déchets.

Ils devront effectuer le tri sélectif de l'ensemble des déchets issus des travaux, les charger, les transporter et les mettre en décharge auprès des organismes agréés pour en effectuer le traitement, l'enfouissement, la destruction ou le recyclage dans les conditions prévues par la réglementation.

Les frais de taxes de mise en décharge sont réputés être inclus dans les prix de la DPGF

#### **11.2.6. Restrictions des communications**

A la demande du maître d'ouvrage :

- ✓ la liste et les périodes d'intervention du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, devront être tenues à jour sur un registre ou un tableau et à la disposition du maître d'ouvrage, de l'O.P.C. et des organismes de prévention pour contrôle.
- ✓ la circulation sur le site et la zone chantier ne sera autorisée qu'au personnel de toutes les entreprises compris sous-traitant et indépendants possédant un **vêtement de travail et logo de l'entreprise sur le casque**.

### **11.3. Respect de l'environnement**

Sans préjudice de l'application des dispositions légales ou réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, le titulaire adopte à ses frais et risques l'ensemble des dispositions nécessaires permettant de réduire, dans la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées ou les poussières.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, les modifications ou évolutions, réglementaires en matière de protection de l'environnement ne seront pas constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ces activités.

## **12. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **12.1. Essais et contrôles des ouvrages**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'œuvre.



## **12.2. Réception et délai de garantie**

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

Toutefois il est dérogé à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, lequel article n'est pas applicable

La réception partielle est autorisée, conformément à l'art 42.1 du CCAG Travaux.

Chaque entrepreneur est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Le cas échéant, une liste de réserves sera dressée assortie d'un délai de levée de ces réserves. En cas d'absence du titulaire, elles lui seront notifiées. A la fin de ce délai sera organisée une nouvelle visite dans les mêmes conditions que ci-dessus jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'observations.

La réception définitive sera prononcée pour chaque lot sous réserve de l'exécution concluante de l'ensemble des prestations et des essais prévus au C.C.T.P.

Le délai de garantie est fixé à 12 mois à compter de la date de réception des travaux.

La date d'effet de la décision de réception marque le point de départ :

- du délai de la garantie de parfait achèvement,
- du délai minimum de deux ans de la garantie de bon fonctionnement des équipements indissociables de l'ouvrage,
- de la garantie décennale des constructeurs.

## **12.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

## **12.4. Prolongation de la GPA**

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et des prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

## **12.5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

## **12.6. Documents fournis après exécution**

A la fin des travaux et au plus tard **15 jours** avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du projet de D.O.E. conformément aux dispositions du CCTP., notamment la documentation permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement de l'ouvrage. Cette documentation est rédigée ou traduite en langue française et fournies sans supplément de prix

Après les essais avérés concluants, l'entrepreneur devra faire les compléments et la mise à jour correspondant aux demandes du maître d'œuvre et remettre le DOE définitif au plus tard 15 jours après la réception des travaux, en 2 exemplaires, une version papier et une version informatique sur clé USB. Pour les plans établis par informatique, il sera demandé un exemplaire des fichiers de dessin compatibles Autocad version 2013 ou format DXF.

## **13.RESILIATION**

Il sera fait le cas échéant application du chapitre 7 du CCAG-Travaux (articles 9 à 52), auquel s'ajoute les dispositions suivantes :

### **13.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, lorsque le maître de l'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, cette résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité de résiliation sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

### **13.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Le pourcentage d'abattement est fixé à 15 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

### **13.3. Exécution de la prestation aux frais et aux risques**

En application de l'article 52 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, l'exécution aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire, l'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et aux risques du titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due à l'Université de Bourgogne.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

## **14.REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différent ou de litige qui viendrait à survenir entre le titulaire du marché et INRAE, les dispositions prévues à l'article 55 du CCAG seraient applicables avant toute introduction d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon, qui est seul compétent pour connaître les litiges qui viendraient à survenir du fait du présent marché.

Pour INRAE, l'organe compétent pour les procédures de recours et le cas échéant de médiation est le

Comité interrégional de règlement de différends ou litiges en matière de marchés publics (C.C.I.R.A.)  
1 boulevard Vivier Merle - 69443 Lyon Cedex 03 — Tél. : 04 72 77 05 20.

En cas de litige et d'échec des tentatives de règlement amiable, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du marché :

Tribunal administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon

## 15.PROTECTION DES DONNEES

Conformément à l'article 5.2 du CCAG Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

A des fins exclusives de la gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent accord, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent accord telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

## 16.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

La dérogation explicitée dans l'article désigné ci-après du C.C.A.P. est apportée à l'article suivant des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles CCAP	Articles CCAG Travaux	Nature de la dérogation
8.3	19.2.1	Pénalités
10.2	24.7	Matériaux
11.3	7.2	Environnement
12.2	41.1.3	Réception
12.4	44.2	Prolongation GPA
13.1	50.4	Résiliation
13.2	50.3	Résiliation
13.3	52.3	Résiliation

**Lu et accepté à ....., le**

Cachet et signature du candidat